

Appel National : Un Sitting Gilets Jaunes du 08 au 10 mars à Paris

Priscillia LUDOSKY
France

27 févr. 2019 —

Comme vous le savez, en mai 2018 une pétition avait été lancée pour dénoncer le faux argument avancé par le Gouvernement pour justifier de la hausse constante des taxes sur le carburant. Il était soit disant question de financer la transition écologique, délaissier le véhicule et abandonner progressivement l'usage du pétrole.

Nous le savons, cette taxe n'a pas servi à financer la transition écologique, mais à combler le manque à gagner causé par la création du CICE, avantage fiscal offert aux entreprises et dont seules les grandes entreprises en tirent bénéfices.

Puis nous avons reçu un grand nombre de revendications et propositions de la part de citoyens visant à améliorer la qualité de vie et le pouvoir d'achat.

Cet élan de contestation a donné naissance au mouvement des Gilets Jaunes et a pris de l'ampleur puisqu'il englobe désormais le sujet du pouvoir d'achat et la place du citoyen dans la vie politique.

Le Gouvernement, espérant faire taire ce mouvement, a tenté d'opposer les Gilets Jaunes aux différents corps et structures de défense de l'environnement. Or la question n'est pas que nous refusons une fiscalité écologique, la question est de savoir POURQUOI CETTE PRÉTENDUE TAXE ÉCOLOGIQUE NE FINANCE PAS RÉELLEMENT LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?? Pourquoi n'y a t-il pas de transparence ?? Pourquoi nous mentir ?

Depuis des années des experts tels que ALTERNATIBA-ANV-COP 21 se heurtent à un mur lorsqu'ils alertent et adressent des propositions au gouvernement visant à mettre en place une fiscalité adaptée et sincère. Comme par exemple, une contribution climat jaune et verte s'appliquant, sans aucune exception à tous les carburants, moyens de chauffage, productions diverses provenant des énergies fossiles. Avec un taux permettant de dégager des recettes conséquentes et nécessaires qui serviront à financer intégralement deux grands postes : la justice sociale ET la transition écologique.

Suite à diverses actions de rassemblements spontanés de citoyens, le Gouvernement a annoncé l'annulation de la hausse des taxes sur le carburant qui était prévue pour janvier 2019. Une des 1ères revendications de la pétition.

Puis d'autres mesures ont été annoncées sauf qu'elles ne répondent que très partiellement aux besoins exprimés et ne suffisent pas à répondre à l'injustice sociale que nous dénonçons depuis plus de 15 semaines maintenant. Notre mobilisation ne vise pas à servir uniquement la

cause des gilets jaunes mais à résoudre une crise sociale qui impacte une grande majorité des français aujourd'hui.

Puis le Gouvernement a annoncé qu'un grand débat allait avoir lieu dans tout le pays. Mais y a-t-il besoin d'un débat pour mettre en place des mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat et les conditions de travail ? pour assurer un meilleur contrôle de lutte contre les fraudes et évasions fiscales ou pour assurer la mise en place d'un vrai système démocratique ?

La Commission Nationale du Débat Public (CNDP) qui avait été mandatée pour organiser ce débat s'est finalement retirée, après des semaines d'échanges tendus avec le gouvernement.

Pourquoi ? Et bien le Gouvernement a demandé à la Présidente de la Commission de lui accorder une faveur personnelle en organisant ce Grand Débat, ce qu'elle a refusé par éthique professionnelle. Puis le Gouvernement n'a pas donné suite aux alertes effectuées par la Présidente qui rappelait la nécessité de respecter le principe de transparence, de neutralité et d'exemplarité prévu par le processus de mise en place d'un tel débat.

Aujourd'hui, nous faisons donc l'amère constat que nous avons raison de nous méfier du GRAND DEBAT qui n'est aujourd'hui pour nous qu'une parade visant à nous endormir et une campagne de communication du Président qui se pavane dans toute la France comme une princesse dans son carrosse afin de remonter dans les sondages (avant les européennes) par sa simple omniprésence médiatique!

Pourtant, nous ne sommes pas contre le débat, au contraire, mais nous souhaitons un vrai débat, indépendant, transparent et utile pour tous les français.

Pour cette raison, des Gilets Jaunes de tous profils et toutes régions se sont organisés en formant un collectif afin de mettre en place une plateforme collaborative que nous connaissons tous sous le nom du VRAI DÉBAT alors que d'autres conscients qu'internet n'est pas accessible à tous, ont mis en place une consultation citoyenne (version papier).

Par ailleurs, avec des acteurs de l'innovation démocratique tel que le collectif DÉMOCRATIE OUVERTE, des personnes de la société civile, des défenseurs de l'environnement tel que Cyril Dion, et de nombreux Gilets jaunes tel que l'équipe du VRAI DÉBAT, nous avons adressé au Président une lettre ouverte, afin de lui faire part de nos craintes et lui soumettre 3 propositions afin de garantir l'utilité d'un tel débat pour les français :

1- mettre en place un Observatoire, qui aura pour rôle d'analyser les dispositifs et méthodes utilisés pour l'organisation du grand débat ainsi que ceux organisés en dehors de ce cadre. Objectif : mettre en avant les réussites et relever les dysfonctionnements.

2 lancer une Boîte à outils destinée à tous les citoyens qui souhaitent s'inscrire dans un engagement à court ou long terme, dans le cadre du Grand Débat National ou en dehors.

3- Enfin et surtout mettre en place une Assemblée citoyenne nationale tirée au sort, représentative de la société, chargée de faire des propositions donnant lieu à un référendum à choix multiples. Les débats de cette assemblée seraient filmés et retransmis en continu. Objectif : Que les débats mènent à de véritables réformes or aujourd'hui, nous ne savons toujours pas à quoi vont servir les contributions des citoyens : quelles débouchées vont elles

avoir? Cette proposition d'un référendum à choix multiples sur la base de propositions de citoyens tirés au sort, est, selon nous, une bonne solution, à même de nous faire sortir de la crise par le haut et de manière apaisée. Nous la soutenons!

Il est important de rappeler que tout ceci vient s'ajouter aux **actions de terrains** (manifs, rassemblements, ronds points); **aux initiatives d'entraide et de solidarité** (création d'association, collectes de fonds, de produits de premières nécessités, aide aux SDF.); **aux actions légales** (études de failles administratives, actions en justice, initiatives légales en faveur de la démocratie) **ou encore aux actions de communications** (conférences, tractage, assemblée générale) **et à bien d'autres...et cela souvent en ayant à côté une activité professionnelle et bien entendu personnelle.**

En marge de toutes ses actions, nous citoyens gilets jaunes, « street medics » ou pas, journalistes, sommes victimes ou témoins de la répression policière et judiciaire: **gardes à vue à ciel ouvert** en vue de freiner un rassemblement spontané, **gardes à vue « préventive »** en vue d'empêcher des intentions à manifester, **arrestations aléatoires** en vue de ficher les individus, **fouilles illégales et confiscations d'objets non dangereux voire de soins d'urgence** en vue de dissuader à la participation aux manifestations, **agressions et abus de pouvoir...et bien entendu nous ferons tout pour que ces actes ne restent pas impunis.**

Une action est d'ailleurs en cours auprès de la Cour Pénale Internationale via le collectif Article 35 DH formé par des Gilets Jaunes afin que le Président et le Ministre de l'Intérieur soient sanctionnés en conséquence.

Rappelons que nous subissons tout cela parce que nous revendiquons une meilleure qualité de vie pour nous et les générations à venir.

Pour faire face à l'urgence, nous demandons 3 mesures fortes maintenant. Et pour préparer l'avenir et agir sur le long terme, nous appelons par ailleurs le gouvernement, à mettre en place une grande assemblée citoyenne, dans les modalités proposés par le collectif des "gilets citoyens" initié par DÉMOCRATIE OUVERTE, pour définir démocratiquement les autres réformes nécessaires pour faire face à la crise sociale, environnementale et démocratique que nous traversons.

Quelles sont ces 3 mesures ?

1-une baisse sérieuse de toutes les taxes et impôts sur les produits et service de première nécessité (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements) avec un effort supplémentaire à faire sur les produits bios, sains et fabriqués en France ainsi que sur les produits à matières recyclés.

CAR OUI NOUS VOULONS POUVOIR VIVRE DIGNEMENT MAIS AUSSI AVOIR LES MOYENS DE CONSOMMER DES PRODUITS SAINS ET LOCAUX.

2- mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne en toutes matières, pour avoir la maîtrise de notre avenir en proposant des mesures visant à rétablir une justice fiscale et sociale, mais aussi à faire face à l'urgence climatique par la mise en place d'alternatives concrètes, pour construire une société plus juste, plus solidaire, plus conviviale et plus soutenable.

3- une baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes et futures des élus et hauts fonctionnaires. Ceci témoignerait de la solidarité de ces profils envers les profils moins avantagés mais aussi à faire des économies.

Depuis des semaines nous manifestons, avons rencontré des élus, avons lancé des pétitions, avons débattu entre citoyens mais aussi en public avec des acteurs de tous domaines via des plateaux tv notamment et depuis des semaines nous sommes moqués, ignorés, caricaturés, suivis, mis sur écoute, censurés via les réseaux sociaux, ciblés et attaqués par le Ministre de l'intérieur via les forces de l'ordre.

Malgré le travail de fond qui est effectué par nous mêmes citoyens, nous nous devons de réclamer immédiatement une avancée significative !

Nous invitons donc tous les citoyens, qui veulent retrouver du pouvoir d'achat, de la justice fiscale, de la justice sociale, qui veulent de la consommation saine et une vraie transition écologique, qui veulent un mode de représentativité différent à réclamer ces 3 fortes mesures lors du weekend du 08 au 10 /03 par un « sitting » au cœur de Paris. Installons nos ronds-points au cœur de la Capitale, là où nous seront visibles de tous et entendus. Nous ne bougerons pas tant que ces mesures ne seront pas prononcées ou des engagements forts annoncés. Par ailleurs, nous nous joindrons aux manifestations des 15 & 16 mars en faveur d'une transition écologique socialement juste et soutiendrons aussi évidemment la marche dédiée aux violences policières qui aura lieu le même jour (16/03). Ensemble, pendant ces deux week end nous marcherons côte à côte pour davantage de justice sociale, fiscale, climatique et pour dénoncer la répression policière et judiciaire que nous subissons de la part du gouvernement depuis le début du mouvement mais aussi depuis des années que ce soit envers les défenseurs de l'environnement qui sont violemment réprimandés lors de leurs actions ou envers les quartiers populaires qui sont continuellement ciblés. Ce sont des pratiques qui doivent cesser !

➤ que vous soyez agent de la sécurité, VTC, avocat, pompier, plombier, infirmière; étudiant, retraité.e, actif ou au chômage; femme/homme au foyer ou babysitter ; nantis ou sans le sou ; en banlieue, à paris ou en province ; en voiture ou à moto; défenseurs de l'écologie, défenseurs de la démocratie, des droits de l'homme; économistes, journalistes; que vous soyez bien portant, en santé fragile, à mobilité réduite ou [handicapé.es](https://www.handicapé.es/), vous êtes [concerné.es](https://www.concerné.es/) ! Nous sommes tous concernés !

COMMUNIQUE CO REDIGE PAR LA PAGE LA FRANCE EN COLÈRE - LE VRAI DÉBAT - GILETS JAUNES UNION IDF & GROUPES GJ DE PLUSIEURS RÉGIONS - ALTERNATIBA-ANV COP 21

Le lien de l'évènement sur facebook: <https://www.facebook.com/events/382457722545726/>

Détails logistiques donnés sous peu